



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFET DE L'INDRE**

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral du 14 mai 2020 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société IFB REFRACTORIES, carrière de silice globulaire  
implantée au lieu-dit « La Briquetterie » à Selles-sur-Nahon**

**Le Préfet de l'Indre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1, R. 421-1 et R. 516-1 ;**

**Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;**

**Vu l'arrêté du ministre de l'environnement en date du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;**

**Vu l'arrêté modifié du ministre de l'écologie et du développement durable en date du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;**

**Vu l'arrêté du ministre de l'économie et des finances et de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en date du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-01-0094 délivré le 16 janvier 2009 à la Société IFB REFRACTORIES pour la poursuite de l'exploitation d'une carrière de silice globulaire sur le territoire de la commune de Selles-sur-Nahon au lieu-dit « La Briquetterie », concernant la rubrique 2510-1 « Exploitation de carrières » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu la visite d'inspection en date du 23 janvier 2020 constatant l'absence de renouvellement des garanties financières et de plan d'exploitation coté et à jour de l'installation ;**

**Vu l'article III.1.D « Renouvellement des garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 ;**

**Vu l'article IV.7.B.a « Suivi annuel d'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 ;**

**Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite du 23 janvier 2020, transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 février 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514.5 du code de l'environnement ;**

**Vu la communication du projet d'arrêté faite au Président de la société IFB REFRACTORIES, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;**

**Considérant que l'acte de cautionnement solidaire n° 00042.02.1100595 du 12 mars 2014 attestant la constitution des garanties financières par la Société IFB REFRACTORIES, pour la remise en état de la carrière qu'elle exploite à Selles-sur-Nahon, est échu depuis le 12 mars 2019 ;**

**Considérant que la Société IFB REFRACTORIES n'a pas procédé au renouvellement de ses garanties financières ;**

**Considérant que la remise en état de la carrière, dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière de silice globulaire, n'est par conséquent pas garantie, et que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est dès lors plus assurée ;**

**Considérant que l'article IV.7.B.a de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009 sus-visé notifie la réalisation annuelle d'un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière ;**

**Considérant que l'exploitant n'a fourni aucun plan d'exploitation annuel depuis la mise en service de la carrière ;**

**Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure la Société IFB REFRACTORIES de procéder au renouvellement des garanties financières et de fournir annuellement un plan orienté de l'installation ;**

**Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture,**

## **ARRETE**

**Article 1 - La Société IFB REFRACTORIES, exploitant une carrière de silice globulaire sise « La Briquetterie » sur la commune de Selles-sur-Nahon, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2009, et notamment :**

- **l'article III.1.D « Renouvellement des garanties financières », en transmettant à M. le Préfet de l'Indre le document attestant le renouvellement des garanties financières,**

- l'article IV.7.B.a « Suivi annuel d'exploitation », en transmettant à M. le Préfet de l'Indre un plan coté à jour de l'installation.

Le délai pour respecter cette mise en demeure démarre à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Indre pour une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** - Le présent arrêté est notifié à la société IFB REFRACTORIES.

Une copie est adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** - La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre, le Directeur Départemental de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
et par délégation,

La Secrétaire Générale par intérim



Bénédicte CARTELIER

